

VEYRET (Y.), Développement durable, quels enjeux géographiques ?, la documentation française, n° 8053, 2006

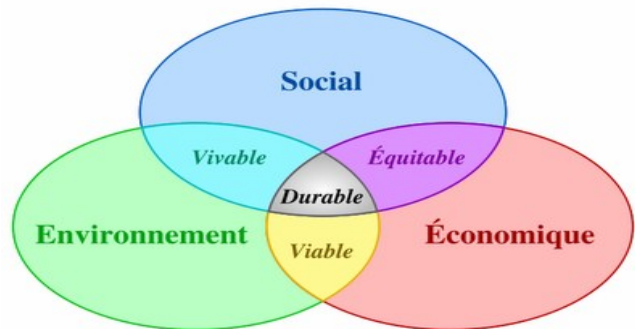
Introduction :

- **Définition du rapport Bruntland (1987) :** « Développement qui correspond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »
→ Cela vise à concilier l'économique, l'écologique et le social (3 piliers de référence dans le programme de 5ème) et ce concept est en phase avec le nouveau projet de société dénonçant les excès de l'industrialisation et la persistance de la pauvreté.
- Concept popularisé en 1992 au sommet de Rio, devenu à la mode, et aux multiples acteurs (privés, étatiques à toutes échelles) mais très flou.

I- Le sommet de la Terre, consécration du développement durable

Les 3 piliers du développement durable

- « *Sustainable development* » en anglais, expression apparue dans les années 1980 dans un ouvrage du PNUD et de la WWF.



1- Le développement durable, une longue histoire :

a- De la protection à la conservation

- La peur de la dégradation de la nature est une idée ancienne, dès les Lumières : les 1ers « écologistes » sont américains, vivent à la fin du XIXème siècle et veulent « protéger la nature » en la mettant sous cloche, hors de portée des hommes.
- D'autres solutions apparaissent dont la « conservation de la nature », plus ouverte aux hommes, développé dans les années 1960 par l'UNESCO.

b- Des inquiétudes pour la nature à la crise globale

- 1972, le Club de Rome (groupe de réflexion international de scientifiques, politiques, businessmen) dénonce dans un rapport remis par le MIT et intitulé *Halte à la croissance ?* les méfaits de l'industrialisation et de l'urbanisation.
→ Ce rapport Meadows préconise une « croissance zéro » et est le premier à développer une approche globale.
- 1972 : conférence de Stockholm (patronage onusien) qui réclame un **écodéveloppement** ne rompant pas avec la croissance mais impliquant une gestion raisonnable de la nature et des ressources.

2- les apports de Rio (1992)

a- Une date clé pour le développement durable

- Du 3 au 14 juin 1992, les représentants de 178 pays adoptent un texte fondateur, la « **Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement** », soulignant la

dimension écologique et insistant sur 4 thèmes :

- ✧ la désertification
- ✧ la gestion des eaux continentales
- ✧ le changement climatique
- ✧ la biodiversité

- Le nouveau paradigme veut qu'une gestion écologique s'appuyant sur une sorte de gouvernement supranational devrait contribuer à une vie meilleure.

b- L'Agenda 21, un programme d'actions

- Nom porté par les propositions non contraignantes faites à Rio. Cet Agenda global doit être développé nationalement par chaque pays dans les questions de développement et d'environnement :
 - ✧ lutte contre la pauvreté
 - ✧ modification des modes de consommation dans les pays riches
 - ✧ rapport entre croissance démographique et santé des populations
- En terme de ressources, il insiste sur la protection de différents espaces (atmosphère, mers et océans...) ainsi que sur la gestion des écosystèmes fragiles et des espaces ruraux et agricoles

→ **Le programme de 5ème reprend cette thématique pour la géographie**

c- Un rôle nouveau pour les ONG

- Rio insiste sur leur rôle pour médiatiser les risques encourus par la biodiversité et les responsabilités de chacun.
- Désormais, quelques grandes ONG orientent les choix politiques des Etats comme la WWF ou l'UICN (Union Internationale de la Conservation de la Nature). Elles travaillent en partenariat public / privé, avec les Etats, les entreprises... et s'attribuent une légitimité autoproclamée et une efficacité qui reste à prouver.

3- Les limites de Rio, dramatisation, incertitudes et globalisation

a- Des acteurs objectifs ?

- Pour mobiliser les sociétés, le concept de « crise écologique globale » a été créé et s'est ancré dans les esprits : pluies acides, couche d'ozone, changement climatique... Et les accidents technologiques, (Bhopal en 1984, Tchernobyl en 1986...) accentuent cette vision dramatisante.

b- Des diagnostics difficiles à établir

- Nécessité d'un regard critique sur les données qui sont soit sous-estimées, soit dramatisées, comme pour la question de la déforestation : Frédéric Durand, géographe spécialiste des questions d'environnement en Aise, montre ainsi que les données de la FAO (Fonds des Nations Unies pour l'agriculture) donne des données volontairement fausses par souci diplomatique envers les pays qui commandent les études sur la déforestation.
- Certaines positions de Rio ont été dénoncées par l'appel d'Heidelberg (1992). Pour ce groupe, il s'agit d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose aux progrès. Car le concept sorti de Rio est plus écologique au détriment des 2 autres piliers (voir schéma).

II- La difficile mise en oeuvre du développement durable

- Entre Rio et Johannesburg en 2002, la question des menaces sur l'écosystème est passée au 2ème plan derrière la lutte contre la pauvreté.
- 1997, l'ONU tire le bilan d'un échec relatif de Rio : pas de politiques environnementales globales, dégradation accrue de l'environnement, acteurs défaillants... Les **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** tenu à New York en 2000, ne font presque plus référence au développement durable et aux grands risques du fait des intérêts de grands acteurs comme les Etats-Unis, la Chine, le Brésil ou l'Inde.

1- Le développement durable : approches économiques

a- Croissance et développement

- Différence entre la croissance (augmentation de la richesse) et le développement (croissance + bien être de l'homme). Selon René Passet, la croissance est synonyme d'exclusion sociale et de destruction du milieu naturel donc opposée au développement durable.

b- Economie néoclassique : la « marchandisation » de la nature

- L'économie néoclassique, au contraire insiste sur la nécessité de poursuivre la croissance et le développement : c'est le concept d'une « **durabilité faible** » où les techniques permettront de remplacer les ressources épuisées \Rightarrow écotaxation et droits à polluer (« marchandisation » de la nature avec le principe du pollueur payeur).

c- Economie-écologie : vers la décroissance

- Certains économistes (même le PNUD) se demandent si une croissance continue est concevable aux vues des ressources naturelles : c'est la **durabilité forte** car une fois épuisées, ces ressources ne pourront être compensées par les techniques,
 - Nicholas Georgescu-Roegen a lancé l'idée de **décroissance**, c'est à dire de réduire la croissance volontairement pour préserver les ressources mais à partir d'un certain niveau de développement (pour permettre aux pays pauvres de se développer)
- \rightarrow le développement durable s'inscrit dans des courants économiques différents conduisant à des modèles de sociétés différents. (ex : néolibéraux / altermondialistes).**

2- Développement durable et écologie

a- La fin des certitudes

- L'idée de base du développement durable repose sur un constat de dégradation de la nature (au sens large) qui masque souvent des postulats ou des incertitudes scientifiques.
- D'où une complexité des questions environnementales médiatisées à outrance simplificatrices, dramatisées passéistes et souvent fausses (ex. : mythe du poumon vert en Amazonie). Sans compter les scientifiques dont les études répondent aux commandes de leurs financiers...

b- Le développement durable et la « nature vivante »

- Les 1ers écologistes voyaient l'Homme uniquement comme une menace pour la nature, un perturbateur des écosystèmes, des « équilibres ». La nature doit donc être mise sous

cloche pour être préservée. Mode de pensée remis aujourd'hui en question.

→ *Comment traiter la nature ? Quelle nature protéger ? Pour qui et dans quel but ?*

3- Volet social : la question complexe de l'équité

- C'est la question du partage équitable des ressources qui doit conduire à la satisfaction des besoins en biens et en services. Problème : peut-on déjà prévoir quels seront les besoins des générations futures ?...
- Sans lutte contre la pauvreté, il est impossible de tendre vers un développement durable.
→ *La notion d'équité sociale refuse les pratiques d'exclusion, d'échanges inégaux, de mise sous tutelle, de conflits armés... et valorise la citoyenneté et la démocratie.*

4- La difficile mesure du développement durable

- Il existe de nombreux indicateurs de développement durable (IDH, IPH, taux de croissance du progrès technique...) mais certains simplifient des phénomènes complexes, d'autres servent à communiquer, d'autres enfin, à décider : **aucun n'est vraiment pertinent.**
- Pourquoi ? du fait de
 - la qualité des données et des statistiques,
 - la complexité des calculs,
 - l'utilisation de pondérations,
 - la réduction simplificatrice de phénomènes complexes...
→ *Ces indicateurs ne servent que des analyses discutables (comme « l'empreinte écologique » défendue par la WWF)*

III- Du global au local, ou la difficulté d'articuler les deux échelles

Ces réponses globales à une « crise écologique » sont l'objectifs des grandes conférences mondiales.

1- L'analyse globale et ses limites

- Les acteurs à l'échelle globale (ONG, Etats, organismes internationaux) ont des approches contradictoires.
- Les grandes décisions issues des conférences sont loin d'être appliquées (protocole de Kyoto refusé par les E.-U. Et l'Australie) car il y a conflit entre les grands principes définis globalement et les objectifs internes économiques et politiques des Etats.

2- Le local ; de l'Etat au citoyen

a- Dans les pays démocratiques, notamment européens

- Le développement durable est vu comme une sorte de modèle de politique publique qui s'intéresse aussi bien à l'équité sociale qu'à la préservation du capital naturel.
→ *Enseignement, réglementations, protections et écotaxes, dans le cadre de l'aménagement du territoire et ce, dans l'idée d'une amélioration de la « qualité » de vie.*
- Existence d'une législation européenne mais aussi française (ex. : charte de l'environnement, 2005) intégrant divers aspects environnementaux (ex. : la ville durable)

b- Dans les pays en développement, une situation toute autre

- 1ère préoccupation : assurer les besoins vitaux : le développement durable est vu comme

une idée de riches... qui ont dégradés consciemment leur environnement et celui des pays les plus pauvres.

- Différence avec les pays émergents : la Chine va consacrer 175 milliards de dollars de 2006 à 2011 pour protéger son environnement.
- Pas de « villes durables » dans le Sud, avec, au contraire, une situation critique ! Grande vulnérabilité aux aléas naturels et technologiques avec un bâti de mauvaise qualité et une présence forte de l'habitat informel (30 % de Mexico, 50 % de Bogota, Caracas...) d'où des problèmes majeurs de santé publique.

3- Développement durable et rapports Nord / Sud

a- Des principes à l'origine de dysfonctionnements

- Les applications locales du développement durable vont parfois à l'inverse des décisions à l'échelle mondiale (ex. : les parcs excluant les hommes) : la mise sous cloche induit souvent un appauvrissement de la biodiversité + problème des populations déplacées (aspects souvent oubliés par les militants écologistes).
 - La marchandisation de « biens communs à l'humanité » pose aussi problème : ex. : l'écocertification du bois par la WWF est une idée adoptable par les pays du Nord, peu possible dans le Sud, ce qui met en péril l'économie forestière de ces pays.
- ➔ ***Pour bien des pays du Sud, le développement durable est vécu comme une ingérence inacceptable des pays du Nord. (néocolonialisme)***

b- La dépendance croissante des pays pauvres

- Crainte de l'utilisation du développement durable par les grandes institutions mondiales pour imposer un modèle économique unique fondé sur le libéralisme et la privatisation (FMI).
 - Les PED sont soumis à la règle des **PAS (plans d'ajustements structurels)** du FMI pour faire face à la dette d'où des coupes claires dans la santé, l'enseignement... en désaccord avec les projets du Millénaire.
- ➔ ***Echec de cette politique qui a accrue la pauvreté et les conflits locaux.***

Conclusion :

- Malgré les difficultés de mise en oeuvre, il ne faut pas rejeter ce concept qui pose des questions majeures... avec des réponses peu évidentes !
 - Surtout ne pas penser que le développement durable est un recette de bonne gestion de la « nature ».
 - L'articulation des échelles n'est pas encore opérée : si la dimension globale est importante, c'est à l'échelle locale (même nationale) que les pratiques doivent se développer.
- ➔ ***René Dubos (microbiologiste), « penser globalement, agir localement »***

Bibliographie :

- BRUNEL (S.), *Le développement durable*, Paris, PUF, *Que sais-je ?*, 2002.
- CARROUE (L.), COLLET (D.), RUIZ (C.), *La mondialisation. Genèse, acteurs et enjeux*, Paris, Bréal, 2005.
- MANCEBO (F.), *Le développement durable*, Paris, Armand Colin, 2006.
- SMOUTS (M.-C.), (dir.), *Le développement durable, les termes du débat*, Paris, Armand Colin, 2005.
- VEYRET (Y.) (dir.), *Le développement durable, approches plurielles*, Paris, Hatier 2005.